

"LE LIBERTAIRE" en Correctionnelle



Pour avoir stigmatisé la création de la Garde territoriale demandée par Jules Moch il y a quelques mois, le « Libertaire », en la personne du camarade Fontenis, se voit une fois de plus l'objet de poursuites judiciaires : On invoque le délit « d'injures et diffamations publiques contre un membre du ministère, M. Moch Jules ».

Cependant, est-ce l'Homme que nous voulions attaquer ? Il suffit de relire l'article incriminé (« Lib. N° 241) pour voir clairement que notre éditorial s'en prenait à des méthodes et des décisions, des mesures que nous jugeons liberticides et c'était notre devoir de révolutionnaires de prendre position. Il s'est trouvé que Moch, une fois de plus, se faisait l'exécuteur des basses œuvres de la IV^e Gamelle, de l'Etat. Nous ne pouvions pas le taire !

NOUS SERONS DONC, A NOUVEAU, LE MARDI 24 JUILLET, A 14 HEURES, AU PALAIS DE « JUSTICE », 17^e CHAMBRE.

Souscription pour FONTENIS et TROUVE, C.C.P. 50-32 34 — R. LUSTRE.

PAIX MILITAIRE ET GUERRE SOCIALE

UN mois d'intense « offensive de paix » vient de s'écouler. Que s'est-il produit ?

Le 23 juin, Malik offre un « cessez le feu » en Corée.

Le 25 juin, Pékin approuve les propositions russes.

Le 27 juin, Gromyko précise que le « cessez le feu » serait inconditionnel.

Le 28 juin, « La Prada » accepte de publier une interview de Morrison.

Le 29 juin, Prague décide de restituer aux U. S. A. les deux « Thunderjets » atterrés en Tchecoslovaquie.

Le 1^{er} juillet, les chefs communistes sino-coréens acceptent de négocier un « cessez le feu ».

Le 4 juillet, le maire de Moscou se rend à l'invitation du Conseil municipal de Paris à l'occasion du Bimillénaire.

Le 4 juillet, l'U. R. S. S. accepte de participer à la première réunion quadripartite à Berlin depuis deux ans.

Le 4 juillet, l'Indépendance Day. Le chef de la mission soviétique à Tokio assiste, pour la première fois depuis plusieurs années, à la réception américaine.

Le 4 juillet, à Berlin, les Russes se mêlent à la foule des invités du commandant américain.

Le 4 juillet, les « Partisans de la paix » annulent le « rassemblement » (interdit) prévu pour le 15 juillet, à Paris.

On connaît la suite, les péripéties de la « paix » coréenne, le discours de Truman où il est dit « que le monde va connaître une longue période de « grand danger international », même si la paix s'établit en Corée, où il est demandé au peuple américain de s'astreindre à « une dure, une difficile politique de sacrifices ».

Que penser de tout cela, ou mieux, que tenter pour faire front à ces odieuses grimaces « pacifistes » qui voudraient dissimuler la tragique réalité aux yeux des peuples ?

La Fédération Anarchiste répond : Il existe une position à défendre, une action demandée à être menée ! Il s'agit de mener la lutte, de mener le combat.

CONTRE STALINE ET CONTRE TRUMAN, sans jamais favoriser l'un ou l'autre !

Ce « 3^e front », nous le tenons depuis le 25 juin 1950, depuis le déclenchement de la guerre impérialiste, avec ténacité. Terminons donc aujourd'hui la publication rétrospective, commencée il y a un mois, de quelques extraits d'articles ayant trait, précisément, au combat « 3^e FRONT REVOLUTIONNAIRE ».

COMBAT « 3^e FRONT »

Le « 3^e front » tel qu'il a été défini et provoqué par les événements mondiaux doit, d'ores et déjà, entrer en action, se rabattre sur le présent, afin de mieux préparer l'avenir de ceux qui se refusent au chantage de l'un ou de l'autre bloc. La lutte, car il s'agit bien d'une lutte, d'une bataille, nécessaire, indispensable, expression de ce troisième front, ne saurait mais se situer qu'au milieu de ceux qui sont menacés, qui sont les éternels menacés : Les prolétaires. C'est en combattant sur un troisième front social dans les mines, les docks, la métallurgie, que nous éviterons peut-être un troisième front de guerre dans les maquis. Dans cette lutte qui doit être ardente, le terrain le plus sûr, le plus solide, compte tenu du climat actuel, reste encore celui de la revendication ouvrière.

Une revendication ouvrière insatiable peut mettre en difficulté le programme d'armement préconisé par l'Etat. Une revendication ouvrière insatiable, sans limites, et bien conduite peut et doit avoir raison de M. Pie-

(Suite page 3, col. 6.)

UNE ENQUÊTE DU « LIB » (4)

LE SCANDALE DES CHARLATANS !

Ils ont des droits sur nous ?

DEPUIS plusieurs années, divers projets de loi, ayant trait au reclassement du diminue physique civil, ont été déposés à la Chambre.

Ce sont les Anciens Combattants qui se sont opposés à ce que cette loi soit enfin votée. Voici, extrait du « Service de documentation pour la Réadaptation professionnelle du ministère du Travail et de l'Éducation nationale ».

« Il en est un (Projet de loi) qui serait déjà entré en application si les an-

ciens combattants ne s'y étaient opposés énergiquement.

Il s'agit de celui qui réserverait un pourcentage d'emplois dans chaque entreprise d'une certaine importance aux diminue physiques.

Les anciens combattants ont pensé que ce texte léserait leurs propres intérêts.

Il ne s'agit pas pour nous de conten-

ter ou de mécontenter, mais de dire la vérité et de situer exactement les responsabilités, à diverses reprises, les stigmatisés du centre de Coubert, menacés d'être mis à la porte sans emploi, parfois sans ressources, ont alerté et mis en cause les ministères du Travail et de la Santé publique.

Ils sauront dorénavant où s'adresser.

Il est regrettable que lors du 11^e Congrès de la F.N.L.A., le délégué du Centre de Coubert, que je mis au courant de cette situation, ne soit pas monté à la tribune pour dénoncer ce scandale, car, c'en est un et de taille.

Manque de courage, peut-être ?

J'ajoute que n'étant pas mandaté, j'assistais à titre audité à ce congrès. Sans cela...

Il est curieux de constater que les dirigeants de fédérations de tuberculeux, F.N.L.A., F.N.B.P.C., groupés dans leur sein de nombreux anciens combattants n'ont pas jugé utile de dénoncer les vrais responsables !!!

Nous ne pouvons que nous élever énergiquement contre la hiérarchisation de la maladie.

Il est scandaleux que pour la même maladie on accorde aux uns la carte de priorité et qu'on la refuse aux autres.

Même remarque pour la carte de réduction. Différence très grande pour les pensions.

Je serais particulièrement heureux de connaître le point de vue de mes camarades de Coubert après cette mise au point.

Que pensent les instituteurs appelés à éduquer et à rééduquer les tuberculeux ? Que pensent, enfin, tous ceux qui seront, à leur sortie de sanatorium, de réduction, aux prises avec les pires difficultés.

Jean LAMBERT, au Libertaire.

Écrire à Jean Lambert, au Libertaire, 11, quai de Valmy, Paris (10^e), qui transmettra.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 277

VENDREDI 20 JUILLET 1951

LE NUMERO : 15 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE ANARCHISTE »

Vivre d'abord et lutter chaque jour contre la réaction

MALGRE l'abondance des produits agricoles, au stade du détail, les prix s'élèvent et les intempéries deviennent l'argument-type des magnats qui exploitent le petit producteur et le consommateur.

Le budget ouvrier est englouti par la vie chère qui fait la fortune des intermédiaires et permet à l'Etat de faire de larges ponctions.

La chaîne des revendeurs et des trafiquants, qui spéculent sur la viande, les produits laitiers (sans que pour cela les prix de ces produits permettent à la petite paysannerie familiale de vivre), les conserves, l'épicerie, la charcuterie, etc., forme en somme pour l'Etat à la fois le réservoir dans lequel il pourra puiser pour ses grosses dépenses et aussi le mécanisme « régulateur » qui limite la consommation soit pour des motifs d'exportation soit pour constituer des dépôts en rapport avec la situation militaire. Et ce ne sont pas les vétérans parlementaires ni les « bleus », vainqueurs de la bataille électorale, qui pourront changer grand-chose à cela.

La part du revenu économique qui va à la classe ouvrière est grignotée de mois en mois et c'est pour cela sans doute qu'il est question de l'échelle mobile.

Le même parmi les ennemis classiques des travailleurs. Il est évident que leur échelle mobile n'a rien à voir avec celle que nous préconisons, qui n'est, certes, pas une recette mais a le mérite de relever automatiquement les indices de salaire à chaque déplacement des indices de prix. Leur « échelle mobile » n'est, en fait, qu'un moyen psychologique pour vider de son contenu une arme authentique qui ne peut avoir d'efficacité que si elle est utilisée par les organisations de travailleurs.

« l'expérience » politique. Aucun travailleur ne s'y trompe et à part quelques nostalgiques ou écorchés des méthodes de force chacun se rend compte que le gaullisme représente la tennaille la plus menaçante de l'offensive capitaliste.

CONTRE LA LAICITE

Pour l'instant, en haut lieu, le problème social est enlisé dans toute sorte de querelles, dont celle de la laïcité serait la plus ridicule si des centaines de milliers d'enfants ne couraient pas le risque de payer par l'ignorance et l'obscurantisme la renaissance de cette vieille histoire qui est grosse volontairement, d'autant plus que la construction de nouvelles écoles soulève des problèmes budgétaires insolubles !

Pendant ce temps, les économistes attendent une amélioration de la vie de chacun de la fin de la guerre de Corée. Car, disent-ils, les matières premières baisseront alors dans le monde et les approvisionnements étant plus aisés et moins onéreux, les prix deviendront « normaux » et le pouvoir d'achat augmentera.

Faux espoirs ! Mais au fait, la vie sociale, l'existence des travailleurs intégrés dans les monstres modernes d'exploitation et d'administrations, n'est-elle pas faite de faux espoirs ?

Et les contribuables paieront

CAPITAL-TRAVAIL

Les ténors gaullistes ont, d'autre part, voulu montrer le caractère social de leur mouvement en sortant cette association capital-travail.

Quelle innovation ! Les travailleurs, triés sur le volet, auraient droit à des bénéfices dans des entreprises nationalisées ou privées. Elles seraient dégrevées de certains impôts si elles consentent, de moins pour les secondes, à appliquer la formule sociale des partisans de l'Etat-militaire.

Et les contribuables paieront

LUTTE POUR LE PAIN...

Il est possible, malgré tout, de transformer la réalité telle qu'elle est d'abord en défendant les positions acquises, c'est-à-dire en protégeant le salaire actuel de la dégradation permanente ensuite en faisant respecter les quarante heures sans oublier que les heures supplémentaires représentent des dons de travail.

Tout l'arsenal ouvrier : contrôle de la production, dépolitisation des comités d'entreprise, suppression des zones de salaires, échelle mobile, etc., peut ainsi créer le climat d'enthousiasme constructif ouvrant la voie aux expériences de l'action gestionnaire, seule arme assez efficace pour changer la nature de l'économie capitaliste et étatique qui, normalement, est une économie de guerre.

La lutte quotidienne deviendra de plus en plus dure parce que les forces de réaction comptent sur l'engrenage psychologique des événements internationaux pour inhiber le courage ouvrier.

Par des revendications servant les préparatifs gestionnaire, les travailleurs prouveront leur volonté de sortir de la misère, du climat de dictature, des taudis et de l'insécurité.

ZINOPOULOS.

L'AFFAIRE DE LYON

LE Libertaire, en son temps, le dénonçait. Non contents d'impliquer nos camarades espagnols en exil dans la ténébreuse affaire du hold-up de la rue Duguesclin, à Lyon, certains se sont acharnés à éblouir nos camarades cénétiques de la XVII^e Union Régionale : bien qu'innocents nos camarades de Lyon viennent d'être condamnés à un an de prison ! Pour réparer cette injustice, il convient, une fois de plus, de se serrer les coudes, de poursuivre énergiquement la CAMPAGNE DE VERITE entreprise par le Libertaire à propos de « l'affaire de Lyon ». La libération de nos camarades est à ce prix !

LE PROCES.

De Lyon est parvenu le compte rendu suivant, de l'audience du 13 juin dernier : Bien avant l'heure prévue, le 13 juin dernier, un public nombreux se pressait à l'audience de la 3^e Chambre du Tribunal Correctionnel, il était composé en majeure partie de presque tous les camarades de la C.N.T., venus avec l'espoir d'apporter, par leur présence, un peu de réconfort à nos camarades Courtial et Dattino. Impatients de savoir si enfin les juges rendraient vraiment la justice ; presque tous étaient là et l'inquiétude se lisait sur les visages.

Aux questions du Président du Tribunal, nos amis et leurs compagnes répondirent ce qu'ils avaient déclaré à l'instruction : jamais l'idée que les deux individus qu'ils avaient abrités pouvaient avoir participé à l'agression de la rue Duguesclin ne les avait effleurés. Puis nos excellents camarades Fayolle, Plantard et Roch, vinrent témoigner, insistant sur la servilité de notre ami Dattino, trait dominant de son caractère.

Puis ce fut la plaidoirie de M^{re} Guegniaud qui s'appliqua à démontrer que particulièrement Dattino et sa compagne avaient été victimes d'individus ayant abusé de leur bonne foi. En un langage simple, direct et un peu ému, il s'attacha à prouver que nos amis ne pouvaient même pas se douter qu'ils hébergeaient des suspects, il stigmatisa le fait que c'est pour avoir respecté les lois de l'hospitalité que la justice les poursuivait.

Lui succédant, M^{re} Labastie, défenseur de Courtial et de sa compagne, plaida davantage le point de vue juridique de l'affaire, sans toutefois négliger le côté humain et estima à ce double titre que la justice n'avait aucune action sur nos amis.

Et ce fut le moment le plus pénible du procès. Nous aurions voulu pouvoir scruter le fond de l'âme des hommes en robe noire ; les inciter à l'indulgence, à la clémence. Un silence lourd, pesant, qui sembla durer une éternité, précéda les paroles du Président du Tribunal qui annonça d'une voix blanche que le jugement serait rendu à huitaine. La rage au cœur, l'âme révoltée, il nous fallut revoir partir nos camarades entre les sandales aux mines sinistres et semblant être choisis pour une si basse besogne.

Dans la cour du Palais, nous nous retrouvâmes par petits groupes pour nous entretenir des chances de nos amis, les uns étant pessimistes, d'autres voulant demeurer pleins d'espoir, mais tous anxieux devant l'incertitude de la situation.

Huit jours ont passé et nous voici devant le fait de la justice : il est cruel et injuste ; la réalité implacable nous étreint : nos camarades sont condamnés. La conservation régit dans nos syndicats, mais ce verdict inhumain, loin de nous abattre, nous donne conscience de l'indispensable nécessité de lutter contre toutes les iniquités de cette société capitaliste pour hâter la libération totale des hommes.

Les revendications ne sauraient partir en vacances

A reconquête du pouvoir d'achat de 1938 est un objectif des travailleurs. Cela ne se fera pas sans luites. Les meneurs de la politique assurent que l'objectif est impossible à atteindre mais les travailleurs peuvent y parvenir en exigeant par l'action la compression des profits et la réduction progressive du budget de guerre.

Plus que jamais les revendications doivent s'intensifier car elles sont le moyen d'arriver au but. Quelles sont ces revendications ?

◆ L'échelle mobile qui doit entrer en jeu à chaque augmentation constatée du coût de la vie et non pas sur la base d'une révision périodique des salaires chaque 3 mois, 6 mois ou un an, qui est une nouvelle forme du blocage des salaires.

◆ La suppression des cadences infernales.

◆ La parité des salaires des ouvriers agricoles avec leurs camarades du commerce et de l'industrie.

◆ La parité des salaires des travailleurs à domicile avec les autres catégories de travailleurs.

◆ La suppression des abattements de zone, de sexe, d'âge, de nationalité et de race.

◆ L'application des 40 heures au niveau de 1938.

◆ La simplification des feuilles de paie qui aujourd'hui forment un véritable labyrinthe.

◆ Augmentation de la prime de transports.

◆ Le dépassement des conventions collectives par la lutte intensive au sein de chaque entreprise.

◆ La dénonciation de l'exploitation des jeunes apprentis et la dénonciation de la diminution des crédits des centres d'apprentissage.

◆ Un mois de congé payé.

◆ Lutte contre le chômage.

◆ Reconversion des industries de guerre en industries de paix.

◆ Ecrasement de la hiérarchie.

Les travailleurs au sein des entreprises ne doivent pas perdre ces objectifs de vue. Plus et mieux que la politique ils feront l'unité ouvrière malgré les divisions syndicales et malgré les dirigeants syndicaux.

S. NINN.

Espagne d'hier Espagne d'aujourd'hui

LE 19 juillet 1936, il y a quinze ans, le peuple de Barcelone se soulevait avec la F.A.I., la C.N.T. et l'U.G.T. contre la dictature militaire. La révolution libératrice commençait.

A travers le monde un immense espoir montait. La révolution fut trahie mais l'espoir est resté !

L'offensive sociale a pu se convertir en guerre d'indépendance nationale et en vulgaire défensive pour se terminer par la piètre victoire de Franco. Mais personne ne peut se vanter d'avoir brisé la volonté des anarchistes espagnols et des anarchistes du monde.

Lucia Sanchez Saorin écrivait dans le n° 13 de Mujeres libres (automne 1938) les lignes suivantes qui gardent, malgré le temps passé, toute leur actualité.

« Dix-neuf juillet 1936 ! Aucune date ne contient davantage dans l'histoire de notre peuple. Et ce contenu est là, vivant, ouvert à toutes les possibilités, capable de toutes les fécondations.

« Par delà tant de silences imposés, tant de contraintes subies, tant de déclarations arrachées par la force, LE 19 JUILLET se lève avec une éloquence si expressive, si évidente, que par elle seulement, le peuple espagnol est encore debout.

« Les circonstances nous ont enfermés dans un cercle de fer ; elles nous ont pliés à une régression contre nature, que nous acceptons seulement parce que nous savons que le 19 juillet continue à veiller pour nous, à briller comme unique espérance dans l'ombre de nos tortures.

« Nous savons qu'en cet anniversaire on tentera de mettre sur pied bien des bilans truqués, où les artifices de rhétorique seront présentés comme des vérités mathématiques ; mais le 19 juillet continue à triompher comme unique vérité et comme unique issue. »

On a écrit beaucoup de mensonges au sujet de ces journées, les staliniens ont essayé de faire croire, en vain d'ailleurs, qu'ils dirigeaient la révolution, ils ont essayé de faire croire, aidés par les socialistes (Hermann du « Popu ») que les anarchistes aimaient mieux rester à l'arrière

pour se livrer au pillage et au crime gratuit que de combattre.

Le 19 juillet 1938, alors que la révolution était presque tuée, le gouvernement de la « front populaire » espagnol n'osa pas célébrer l'anniversaire des journées glorieuses de Barcelone. On célébra ce jour-là, en Espagne, l'anniversaire de la république bourgeoise et... celui de la révolution russe.

« L'Humanité », à cette époque, donnait des renseignements dans le genre de ceux-ci :

« Ces jours-ci, notre Parti a surpris une bande de criminels et d'as-

sassins dont certains étaient auparavant membres du Parti socialiste et de notre Parti, ainsi que des syndicalistes anarchistes et qui, passant du côté ennemi, participèrent à la direction de la « Phalange espagnole » et d'autres organisations fascistes.

« Les dépositions de ces gens à l'instruction, lorsqu'elles seront publiées, provoqueront la colère et l'étonnement général. Elles révèlent le mystère de l'assassinat d'hommes tels que Manuel Andrés Caso, républicain de gauche, du lieutenant Castillo, du capitaine Farado ; d'officiers antifascistes connus.

(Suite page 2, col. 4.)

ATELIERS ET CHANTIERS DE LA LOIRE

L'Assemblée ordinaire du 21 mai a approuvé les comptes de l'exercice 1950 faisant ressortir un bénéfice net de 103.799.167 francs.

L'activité de la société s'est maintenue à un niveau satisfaisant et on espère pour 1951 que les commandes de la Marine marchande et de la Guerre contribueront à assurer une alimentation convenable aux chantiers et ateliers de la Société.

Et comme on comprend mieux le « maintien des trois couleurs dans les territoires d'outre-mer... » continuer l'œuvre légendaire de civilisation

LA SOCIÉTÉ DES CEMENTS FRANÇAIS

La Société a livré au cours de l'exercice 1950 1.222.371 t. de ciment et liants hydrauliques, chiffre qui accuse une augmentation de 19,3 p. 100 par rapport au tonnage livré au cours de l'année précédente.

L'Assemblée générale ordinaire du 25 mai a approuvé les comptes de l'exercice 1950 se soldant par un bénéfice net de 130.227.738 fr.

Définir le sol de la patrie s'entend ainsi :

CHATELAIN ET CEMENTS DU LANGUEDOC

Le rapport du conseil signale que le tonnage et le chiffre d'affaires ont été plus élevés que ceux de l'année précédente, et les résultats permettent d'affecter 56 millions 540.000 fr. aux amor-

tissements normaux ou exceptionnels. Après ce prélèvement, le bénéfice net serait de 25.510.568 fr.

de la France, etc... », quand on lit :

GIE DES PHOSPHATES DE CONSTANTINE

L'Assemblée générale ordinaire, tenue le 24 mai 1951, a approuvé les comptes de l'exercice 1950, se soldant par un bénéfice de Fr. 160.191.000 contre Fr. 123.557.000 pour l'année précédente.

BANQUE DE L'INDOCHINE

Les actionnaires réunis le 30 mai ont approuvé les comptes de l'exercice 1950 se soldant par un bénéfice net de 348.739.152 fr. contre 288 millions 3.250 fr. en 1949.

(Suite page 2, col. 4.)

IL Y A QUINZE ANS LE PEUPLE DE BARCELONE SE SOULEVAIT... DEPUIS IL EST RESTE INDOMPTÉ !



Les travailleurs de Nîmes étaient présents lorsque les danseurs et les choristes phalangistes vinrent dans leur ville. Voici l'inscription qui fut peinte sur le car franquiste.

CHEZ LES AUTRES...

Serge NINN (22-9-50.)

Fédéralisme et Mur des Fédérés

Le mur des Fédérés, cadre traditionnel des vibrantes commémorations de la Commune de Paris, a perpétué sa valeur symbolique. Serait-il indifférent que l'appellation de ce lieu, qui évoque le massacre du peuple de Paris par les bourgeois, ressuscite l'image de la Fédération populaire ? La désaffection des militants du parti prétendu socialiste et celle des militants du parti stalinien pour cette solennelle manifestation n'y trouverait-elle pas, pour sa part, son origine ?

Réfléchissons : Comment les Fédérés pourraient-ils être proches à ces hommes enrégimentés, endoctrinés, égarés, trahis, fafoqués, mystifiés par leurs dirigeants ? Comment ceux qui réciproquement se sont faits les esclaves dociles d'un Parti et d'un Etat, si ce n'est d'une église, sauraient-ils apprécier la dignité du Fédéré, soumis à une discipline constructive, œuvrant au sein même des classes laborieuses pour l'émancipation sociale, la Révolution totale ? Comment comprendraient-ils le courage de ces hommes encore sensibles au souvenir de la Commune, ces Anarchistes qui sont, le nierait-on ? Les Fédérés du XX^e siècle ?

C'est clair : les socialistes de 1951, les communistes de 1951, sauf quand il s'agit de certains camarades de la base, sont incapables de mesurer sans honte la gloire des Fédérés, la valeur de tous ceux qui, aujourd'hui encore, en révolutionnaires anarchistes, mènent le combat fédéraliste, le combat de la Fédération Anarchiste ! Quelle en est la raison véritable ?

Le Fédéré Révolutionnaire assume, lui, fièrement les luttes glorieuses du passé, les âpres combats du présent, les conquêtes incertaines de l'avenir. Pour lui, point de remèdes spectaculaires, d'annusées discrètes, de silences hypocrites ou complices, de double jeu cynique et stérile : il est étranger à toutes les forfaitures auxquelles les socialistes et les stalinistes prêtent, par la faute de leurs dirigeants, qu'ils le veuillent ou non, leur complicité. La différence, on le voit, n'est pas superficielle : Ne va-t-elle pas en s'accroissant ?

Ceux-là ne sont pas à un reniement près : quelle bête ne s'est-il pas écoulé du limpidement révolutionnaire qui prenait sa source il y a plus de cent ans ! Seul le courant antiautoritaire, anarchiste, fédéraliste, a maintenu sa pureté initiale. Et pour cause... Que l'on ne vienne pas, à ce propos nous narguer avec l'assimilation stupide des « Bandits tragiques » aux chequards et autres bourreaux à la Dimitroff ! Nous ne renions en rien les illégalistes, tenant compte de l'époque et des conditions objectives, valables, de ces actes alors qu'au contraire la misère populaire et le danger de guerre rendent encore plus atroces les crimes des cliques politiques. Oui ! Les anarchistes ont lancé des bombes mais combien de bombes ont fait lancer le gang Truman-Staline ? Oui ! Aujourd'hui encore, des anarchistes lancent des bombes, font sauter des centrales électriques, des arsenaux, et cela dans l'Espagne de Franco, la Bulgarie de Dimitroff, l'Ukraine de Staline, la Roumanie de Pauker. Et pourquoi donc les anarchistes sont-ils seuls à poursuivre le vrai combat révolutionnaire, celui-là même dont la Commune a frayé la voie ? C'est qu'ils savent organiser leur action.

Les anarchistes ont compris toute la fécondité des grands soulèvements révolutionnaires de l'Histoire, analysé les méthodes de lutte. Aujourd'hui comme hier, demain en France comme aujourd'hui en Espagne ou en Bulgarie, les militants de l'Internationale Anarchiste porteront haut le drapeau des Fédérés d'aujourd'hui. Ils en sont fiers. Ils vaincront.

CHARLES DEVANÇON.

LE CALVAIRE des Travailleurs Nord-Africains

J'ai lu des reportages, hélas incomplets, rédigés par des hommes généreux sur les crimes perpétrés journellement en Afrique du Nord. Ces hommes ne sont pas dans la peau du pauvre fellah qui souffre en silence, ni même dans celle de l'indigène quelque peu affranchi qui redoute encore la vengeance terrible des dictateurs dit « administrateurs de communes » qui, eux, entendent le mettre au banc de la société s'il a le malheur de relever la tête ou de dire ce qu'il pense.

Le colonialisme est un crime ignoble, abominable, une honte dégradante qu'un « Français de France » ne peut s'imaginer.

Alors qu'on nous a tout volé, nous payons des impôts écrasants pour des montagnes incultivables, que nous cultivons quand même pour ne pas crever de faim. Ne parlons donc pas du bénéfice dans ce pays maudit où l'indigène perd tout et ne gagne rien.

Certes, il y a des riches, mais pas une classe de riches. Tout au plus quelques chanceux parmi lesquels les vendus, politiciens, affairistes et autres négriers du régime. Mais l'immense majorité n'a que ses bras pour travailler et ses yeux pour pleurer. Toute son âme est meurtrie par cette vie de chien muselé.

Les bagues sont pleines. Plus de place dans les prisons. Vivent les camps de

concentration qui s'édifient partout ! La France républicaine et démocratique civilisée à tour de bras, sans faiblesse, c'est pour elle qu'il faut crever n'est-ce pas ?

Des impôts écrasants, des brimades, des vexations, mais pas d'écoles pour instruire et éclairer la victime du colonialisme.

Pour mieux traiter le « Sidi » d'ignorant on l'empêche systématiquement de s'instruire. Et pour mieux l'abrutir on lui défend de s'éduquer socialement.

Terre d'enfer, terre maudite qui rejette ses fils vers un ciel qu'ils croient plus hospitalier. Ils viennent en France et tombent aussi mal, car sans instruction et sans métier, ils sont voués au travail de simple main qui les exténue et les fait crever de faim. A Paris comme ailleurs, on n'embauche l'Africain du Nord que pour des travaux pénibles et malsains, moyennant un salaire dérisoire férocement approuvé par les trois centrales politiques. Nombreuses sont les boîtes qui refusent d'embaucher les Nord-Africains pour la simple raison qu'ils sont en général frondeurs et qu'ils entendent se faire respecter du chef « garde-chiourme » ou autres « m'as-tu vu » arrogants. Ceux de mes compatriotes qui savent lire et écrire et qui cherchent à améliorer leur sort en essayant d'apprendre un métier libérateur, se voient interdire l'usage d'un outil ou d'une machine. Pourtant l'affirme que la plupart de mes compatriotes

sont doués d'intelligence et que, même illettrés, ils sont capables de devenir des ouvriers qualifiés en un temps record. Tous cherchent à se perfectionner mais on s'obstine à leur en refuser les moyens. Il existe bien des écoles professionnelles à Paris, mais on exige un degré d'instruction que mes compatriotes n'ont pas, car si les bandits colonialistes ont su s'acquiescer de l'Afrique du Nord par l'assassinat, le vol et l'incendie, ils entendent laisser le pays sans école, pour mieux abrutir son peuple et l'exploiter à merci tout en lui interdisant la liberté de presse et de pensée.

Saïl MOHAMMED.

P. S. — Cent-trente-cinq militants du P.P.A. viennent d'être condamnés à Bône (Constantine) à des peines allant de six mois à dix ans de prison, à des amendes allant de 20.000 à 1.500.000 francs. Ce jugement est intervenu à la suite de la provocation appelée « complot » dirigée contre les nationalistes algériens.

Chez RENAULT!

A la suite de l'échec des différents débrayages lors du licenciement de 23 ouvriers, la réaction de la direction n'a pas tardé à se faire sentir sous forme de conditions exigées pour avoir droit à la prime de vacances. La prime est divisée en deux parties, la première pour le 13 juillet, la deuxième pour le 14 septembre. N'auront droit à la première que ceux qui n'auront pas manqué 7 jours et ceux qui n'auront pas été malades deux mois dans l'année : une véritable provocation ! Mais là où « ça se corse », c'est pour la deuxième partie. Qu'en disent ?

Seuls y auront droit ceux qui n'auront pas fait grève d'ici le 14 septembre, à partir de quelques jours de congés supplémentaires. Il n'y a rien de tel. Autrement dit, Lefebvre espère nous lier à l'usine par cette prime qui est notre dû.

Une saine indignation s'est fait sentir et le mercredi 4 juillet les directions syndicales ont appelé à un débrayage d'une heure qui fut suivi en majorité, sauf dans certains départements comme le 12 qui ne débraya que dans une faible proportion. Comment expliquer cette attitude de la part d'un département qui fut souvent à la pointe de la lutte ?

Les travailleurs sentent l'inefficacité de quitter le travail une heure pour aller entendre Linet les endormir au carrefour Y. Kermén-E. Zola, puis retourner sagement à l'usine. Or, les appels de « A la direction » lancés par certains ouvriers impatientés furent-ils éteints magistralement comme à l'habitude !

Nous avons souvenir certain jour (il y a un mois environ), où les délégués faisaient la chaîne avec les fils de l'usine pour nous empêcher de rentrer à la direction. Certaines expériences de débrayages parties de la base au moment de la grève des métros, bus, et sabotées par les délégués C.G.T. ont également laissé un certain malaise.

QUE CONCLURE ?

Le mécontentement est grand dans les usines et il est des faits que la bourgeoisie ferait bien de méditer.

1° Les travailleurs n'ont pas renoncé à la grève comme arme de combat ; 2° Qu'un certain courant en faveur de la grève générale se dessine de plus en plus clairement.

Pour en finir il faut réaliser l'unité à la base et que les travailleurs discutent sur les luttes revendicatives. Ce n'est pas si difficile que ça, il suffit que quelques camarades par chaînes,

N'oublions pas qu'en Afrique du Nord « mort aux vaches » que peut provoquer dans la rue à Paris le commun des Français et s'en tirer avec trois heures de car ou une simple réclamation du fil de service !

Emprisonnez, assassinez, oh ! pitres sanglants mais la révolte du peuple continuera sa marche en avant jusqu'à la libération totale. Vos bagues et vos prières sont pour l'immense majorité des opprimés que nous sommes, la véritable liberté, la libération de conscience, le soulagement d'un cœur ulcéré qui un jour proche criera « vengeance ».

Salut à vous, frères de misère, victimes du colonialisme. Honte à vos assassins ! — S. M.

N. B. — Ecrire à Saïl Mohammed, commission ouvrière, 145, quai de Valmy.

Des tracts s'adressant aux travailleurs nord-africains en France peuvent être retirés à la permanence.

Chez RENAULT!

La suite de l'échec des différents débrayages lors du licenciement de 23 ouvriers, la réaction de la direction n'a pas tardé à se faire sentir sous forme de conditions exigées pour avoir droit à la prime de vacances. La prime est divisée en deux parties, la première pour le 13 juillet, la deuxième pour le 14 septembre. N'auront droit à la première que ceux qui n'auront pas manqué 7 jours et ceux qui n'auront pas été malades deux mois dans l'année : une véritable provocation ! Mais là où « ça se corse », c'est pour la deuxième partie. Qu'en disent ?

Seuls y auront droit ceux qui n'auront pas fait grève d'ici le 14 septembre, à partir de quelques jours de congés supplémentaires. Il n'y a rien de tel. Autrement dit, Lefebvre espère nous lier à l'usine par cette prime qui est notre dû.

Une saine indignation s'est fait sentir et le mercredi 4 juillet les directions syndicales ont appelé à un débrayage d'une heure qui fut suivi en majorité, sauf dans certains départements comme le 12 qui ne débraya que dans une faible proportion. Comment expliquer cette attitude de la part d'un département qui fut souvent à la pointe de la lutte ?

Les travailleurs sentent l'inefficacité de quitter le travail une heure pour aller entendre Linet les endormir au carrefour Y. Kermén-E. Zola, puis retourner sagement à l'usine. Or, les appels de « A la direction » lancés par certains ouvriers impatientés furent-ils éteints magistralement comme à l'habitude !

Nous avons souvenir certain jour (il y a un mois environ), où les délégués faisaient la chaîne avec les fils de l'usine pour nous empêcher de rentrer à la direction. Certaines expériences de débrayages parties de la base au moment de la grève des métros, bus, et sabotées par les délégués C.G.T. ont également laissé un certain malaise.

QUE CONCLURE ?

Le mécontentement est grand dans les usines et il est des faits que la bourgeoisie ferait bien de méditer.

1° Les travailleurs n'ont pas renoncé à la grève comme arme de combat ; 2° Qu'un certain courant en faveur de la grève générale se dessine de plus en plus clairement.

Pour en finir il faut réaliser l'unité à la base et que les travailleurs discutent sur les luttes revendicatives. Ce n'est pas si difficile que ça, il suffit que quelques camarades par chaînes,

tion était de 55.000 tonnes par jour, le rendement fond de 620 kilos, la production était de 104.000 tonnes par jour en novembre 1946, avec un rendement de 862 kilos. Aujourd'hui, le rendement fond atteint 1.200 kilos, malgré les difficultés croissantes de l'exploitation, et il a dépassé le niveau de 1938.

LA BATAILLE DE LA PRODUCTIVITE

Ceci n'a été possible qu'en livrant la bataille de la productivité au moyen surtout de grands travaux de modernisation et d'équipement qui concentrèrent finalement sur 74 sièges d'extraction les 109 sièges en service en 1945. La rénovation des sièges conduira par une exploitation plus rationnelle, au fond et au jour à une production au moins égale à la production actuelle (27.559.839 tonnes en 1950), mais avec des effectifs ouvriers nettement plus faibles.

L'augmentation de la productivité a permis de satisfaire aux hausses de salaires sans empêcher l'augmentation de l'investissement, tout en donnant une plus grande aisance à la trésorerie.

Or, dès le 30 juin, le « Libérateur », dans un article intitulé « Lock out nationalisé », établissait :

« L'application de la première tranche du plan Schuman amènerait, dans l'immédiat, la fermeture des mines de Ronchamp (Haute-Saône), de toutes les mines de la Loire, de celles de Plaisance, dans l'Hérault, de St-Eloi-Mines, dans le Puy-de-Dôme, ainsi que de tous les bassins des houillères de Provence. Pour le Nord et le Pas-de-Calais, tout le groupe d'Auchel et une dizaine de puits dans tout le bassin, avec, au bout, des milliers et des milliers de mineurs et similaires licenciés, réduits au chômage ; par contre-coup, un appauvrissement considérable de toutes les activités économiques de nos départements ».

Les faits donnent-ils raison aux Houillères ou au « Lib » ? Qu'en on juge, et que les mineurs comprennent enfin où est la vérité :

On communique de Ronchamp : « Les 50 mineurs de Ronchamp (Haute-Saône) sont en grève à 400 p. 100 depuis ce matin et pour 24 heures. Le mouvement a pour but d'empêcher la fermeture de deux puits de la région, les puits Magny et Chanois, et d'obtenir satisfaction pour certaines revendications de salaires ».

La décision gouvernementale de fermer ces deux puits porterait à 74 le nombre des puits de charbon fermés, et ceci dans une période où la pénurie de charbon est particulièrement sensible en France. Les commerçants de Ronchamp ont décidé à l'unanimité d'appuyer l'action des mineurs en baissant leurs prix à la fin de l'après-midi.

Où sont, après cela, les meneurs ? Que les Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais répondent !

LERINS.

P. S. — Les mineurs du 9 de Dourges, qui avaient fait grève hier toute la journée pour protester contre certaines brimades et réclamer l'augmentation du prix des tâches, ont poursuivi leur mouvement aujourd'hui. Grève de 24 heures également au puits Déjardin contre l'insécurité. Grève lundi à la fosse 4 d'Avion contre l'insécurité. Un accident mortel vient, en effet, de se produire dans cette fosse.

prime de vacances (croisiers aux Baléares, ou Tyrol en autocar-sleeping ?).

Il y a vraiment des patrons qui ont un sens morbide de l'humour, témoin ceux du « Priscine » de Nice qui ont l'« estomac » d'enlever leurs employés en vacances avec... 600 francs de prime !

Dans le bâtiment signons les 170 travailleurs (C.G.T., C.N.T. et inorganisés) en grève pour 170 francs et 150 francs de l'heure, et 10.000 de prime de vacances.

Tous dans le bâtiment, les gars de chez Dumex obtiennent, après dix jours de grève, 10 % d'augmentation auxquels s'ajoute une prime horaire de 15 francs.

Les ouvriers des diverses papeteries appartenant à la Société Générale des Papeteries du L.-M.-O., obtiennent 10 francs de l'heure, cependant que dans les usines parisiennes divers succès sont enregistrés, notamment chez Flammariou : 5.000 francs de prime de vacances + 1.000 par enfant à charge. Chez Pion : 4.000, chez Delagrave 5.000. Aux Editions Techniques et chez Mas-

frances sont obtenues, chez Clesse : 1.000 francs !

Avec des primes pareilles, on peut être certain de rencontrer les ouvriers de ces deux dernières boîtes se avançant sur la Croisette cet été !

Chez Rosengart (S.I.O.P.) les ouvriers de l'atelier de fabrication des fourgons ont obtenu une rallonge de 5 francs horaires, chez chez Repousseau, à Levallois, 11 et 18 francs sont consentis.

Aux Lignes Téléphoniques, Télégraphiques de Conflans, l'action se poursuit pour la prime de vacances, c'est 4 francs-soixante-centimes et 5 francs-soixante-centimes que viennent d'« arracher » les ouvriers à une direction sans scrupules.

Chez Nicolauss : 5.000 de primes de vacances, chez Gillette : 50 heures payées. Chez Boissard : 1.500 francs de

6. — L'augmentation de 40 % des allocations familiales.

7. — L'augmentation des allocations de chômage.

8. — La suppression des taxes fiscales sur les produits de première nécessité : pain, café, viande, sucre, huile, vêtements d'usage courant, engrais, etc.

9. — La fixation d'un prix différentiel du blé et octroi de l'allocation temporaire aux vieux paysans.

10. — La propriété commerciale et le statut de l'artisanat.

Les stalinistes espéraient-ils donc faire accepter par leurs ennemis de l'Assemblée ces propositions ? Ils ne sont pas si naïfs. Même les chefs stalinistes savent qu'une loi ne peut venir que ratifier ce que l'action des travailleurs aura conquis. Les lois de 1936 ont-elles précédé ou suivi les grèves ? Cela étant, qui veut-on duper avec ces « revendications de façade » honteusement proclamées au Palais Bourbon ?

Ce sont les travailleurs que l'on veut bernier et trahir. Se laisseront-ils faire ?

Tant qu'il y aura une Fédération Anarchiste, celle-ci dira aux travailleurs : Seule l'action des travailleurs, action directe, peut remédier à l'aggravation de l'exploitation. Les anarchistes, de plus, feront remarquer que si les revendications officielles du P.C. tiennent compte de l'intérêt des commerçants, elles ne font mention NI de la réduction de la durée du travail, NI de la conquête de la sécurité du travail, NI de l'extension des congés payés, NI de l'extension du contrôle ouvrier de la Sécurité sociale !

Les Anarchistes, eux, ne plastronnent pas au côté d'un Pierre de Gaulle aux avant-scènes du pourrissoir parlementaire ; ils sont, dans l'usine, sur les chantiers, dans les corons, dans les écoles et les universités, au sein du peuple, à la pointe du combat. Etant dans le peuple, ils ne peuvent rien sans lui. Avec lui, ils vaincront !

C. L.

Entreprise RHEINS et DEBOUT-PARIS

Chantier H.L.M.-Chatou

Enfin ça y est, c'est fini ! Pour le moment !

Malgré l'activité, les démarches et entrevues auprès de toutes les administrations responsables, les représentants et élus du département et de la ville de Chatou, la grève est terminée. Mais le scandale des H.L.M. de Chatou continue ! Il faut que les malfaçons, les matériaux de qualité défectueuse employés en série sur ce chantier et les responsables de leur utilisation soient les responsables de leur utilisation. Si l'immense majorité des ouvriers ne sont pas rentrés la tête basse reprendre le collier de misère.

C'est la haine au cœur qu'ils le reprennent. Mais l'action revendicative dans cette usine n'en sera pas pour autant ralentie dans cette entreprise. La lutte continue sourdement, mais avec espoir.

Nous en tirons les conclusions. Cette grève n'a pas obtenu les résultats espérés, mais elle nous peut servir de leçon pour les luttes futures.

Renforcement de la solidarité ouvrière qui ne fut que partielle.

Unité d'action à la base sans distinction d'appartenance syndicale. Les ouvriers du chantier C.G.T., C.N.T. seules armes pour vaincre la résistance patronale.

A. LUCAS, GRANDILLET.

Chateau-Thierry

Chez BOLLARD

BOLLARD, patron de choc, surexploite les travailleurs. Nos camarades embauchés dans cette entreprise s'efforcent « eux » de contrer cette injustice. Que chacun fasse comme eux, et l'on verra bien si Bollard aura le sourire, demain !

C'est vrai, on ne fait « que » 48 heures chez Bollard, mais il est vrai aussi que le samedi Bollard « autorise » les ouvriers à travailler, primes à l'appoint ! Certes, certains marchent « dans la combine », de même que chez Belin, mais pensent-ils aux chômeurs ?

Revendiquons les 40 heures payées 48 et pensons aux chômeurs. Les anarchistes, eux y pensent. Ils agissent. Et l'on sait qu'à Chateau-Thierry il existe un syndicat autonome ouvrier ! (corresp.)

son (Bld St-Germain), les ouvriers obtiennent outre une augmentation de 5 % une prime de bilan de 20.000. Chez Larousse : 4.000 francs de prime de vacances.

Aux Laboratoires S. G. T. C. (Joiville Cinéma) le personnel en grève pour une rallonge de 20 francs et une prime. Signons la solidarité active. Signons par certains acteurs envois leurs camarades ouvriers. Ne soyons pas étonnés de trouver parmi eux notre camarade « Bubi » : le populaire Raymond Bussières (garant inusable en solidarité).

Les travailleurs des Laboratoires Février et Decolay se sont mis en grève dans l'unité pour obtenir notamment 35 francs d'augmentation horaire et une prime de vacances de 10.000 fr.

LUTTE CONTRE LES CADENCES

Chez Chausson une grève a eu lieu pour s'opposer à la direction qui voulait hausser les cadences malgré les accords qu'elle avait conclus à la suite d'un mouvement précédent.

SCHUMACK.

LE COMBAT OUVRIER

Revendications et Débrayages

Le mouvement revendicatif des banques se poursuit, déjà des succès ont été enregistrés. Les verriers, de leur côté, sont entrés dans l'action pour des augmentations de salaires et des primes de vacances, tandis que les Tramways de Bordeaux opèrent de fréquents débrayages pour s'opposer à leurs licenciements.

METALLURGIE

De nombreux succès ont couronné grèves et débrayages dans la métallurgie.

Chez Renault, les ouvriers mouders de l'usine O ont obtenu 4 et 6 fr. 60 d'augmentation horaire et le paiement d'une prime de vacances.

Chez Air-Equipement, 4.000 fr. de prime de vacances sont obtenus par des débrayages ainsi qu'une augmentation de salaires de 4 %.

Chez Gallard et Mignon, 10 fr. de l'heure. A la S.I.P.L., des primes de vacances variant de 1.500 à 2.500

frances sont obtenues, chez Clesse : 1.000 francs !

Avec des primes pareilles, on peut être certain de rencontrer les ouvriers de ces deux dernières boîtes se avançant sur la Croisette cet été !

Chez Rosengart (S.I.O.P.) les ouvriers de l'atelier de fabrication des fourgons ont obtenu une rallonge de 5 francs horaires, chez chez Repousseau, à Levallois, 11 et 18 francs sont consentis.

Aux Lignes Téléphoniques, Télégraphiques de Conflans, l'action se poursuit pour la prime de vacances, c'est 4 francs-soixante-centimes et 5 francs-soixante-centimes que viennent d'« arracher » les ouvriers à une direction sans scrupules.

Chez Nicolauss : 5.000 de primes de vacances, chez Gillette : 50 heures payées. Chez Boissard : 1.500 francs de

prime de vacances (croisiers aux Baléares, ou Tyrol en autocar-sleeping ?).

Il y a vraiment des patrons qui ont un sens morbide de l'humour, témoin ceux du « Priscine » de Nice qui ont l'« estomac » d'enlever leurs employés en vacances avec... 600 francs de prime !

Dans le bâtiment signons les 170 travailleurs (C.G.T., C.N.T. et inorganisés) en grève pour 170 francs et 150 francs de l'heure, et 10.000 de prime de vacances.

Tous dans le bâtiment, les gars de chez Dumex obtiennent, après dix jours de grève, 10 % d'augmentation auxquels s'ajoute une prime horaire de 15 francs.

Les ouvriers des diverses papeteries appartenant à la Société Générale des Papeteries du L.-M.-O., obtiennent 10 francs de l'heure, cependant que dans les usines parisiennes divers succès sont enregistrés, notamment chez Flammariou : 5.000 francs de prime de vacances + 1.000 par enfant à charge. Chez Pion : 4.000, chez Delagrave 5.000. Aux Editions Techniques et chez Mas-

frances sont obtenues, chez Clesse : 1.000 francs !

Avec des primes pareilles, on peut être certain de rencontrer les ouvriers de ces deux dernières boîtes se avançant sur la Croisette cet été !

Chez Rosengart (S.I.O.P.) les ouvriers de l'atelier de fabrication des fourgons ont obtenu une rallonge de 5 francs horaires, chez chez Repousseau, à Levallois, 11 et 18 francs sont consentis.

Aux Lignes Téléphoniques, Télégraphiques de Conflans, l'action se poursuit pour la prime de vacances, c'est 4 francs-soixante-centimes et 5 francs-soixante-centimes que viennent d'« arracher » les ouvriers à une direction sans scrupules.

Chez Nicolauss : 5.000 de primes de vacances, chez Gillette : 50 heures payées. Chez Boissard : 1.500 francs de